

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 27/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AXEREAL

36 Rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : IC230268/PBi/RAPVI
Code AIOT : 0010000160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté La Halte - Chemin de Lutz 28200 Villemaury. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport regroupe les constats et observations relevées lors des visites d'inspection des 16 novembre 2022 et 28 avril 2023. Les points de contrôle concernant le stockage d'engrais solides ont été contrôlés le 16 novembre 2022. Les points de contrôle concernant les silos de stockage de céréales ont été contrôlés le 28 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- La Halte - Chemin de Lutz 28200 Villemaury
- Code AIOT : 0010000160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site abrite une activité de stockage et négoce de céréales sous le régime de l'autorisation, d'engrais solides sous le régime de l'autorisation et liquides sous le régime de la déclaration.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Thème abordé durant l'inspection du 16/11/2022 :
 - Suites données à l'inspection du 21 septembre 2017 ;
 - Action nationale 2022 sur les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium ;
- Thème abordé durant l'inspection du 28/04/2023 : Action nationale 2023 sur les stockages de céréales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Flocage du plafond - D3.2 VI 21/09/2017	Arrêté Préfectoral du 14/04/2017, article 2.1.1	Demande D3 - VI du 21/09/2017	Lettre de suite préfectorale	2 mois
28	Engrais - Qualité des sols	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle des installations électriques - NC1 21/09/2017	Arrêté Préfectoral du 13/08/1993, article 2 §5.2	Non-conformité NC1 - VI du 21/09/2017	Sans objet
2	Vérification complète foudre - NC 2 VI 21/09/2017	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Non-conformité NC2 - VI du 21/09/2017	Sans objet
3	Installations contre la foudre - NC3 VI 21/09/2017	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Non-conformité NC3 - VI du 21/09/2017	Sans objet
4	Chauffage du magasin engrais - NC4 VI 21/09/2017	Arrêté Préfectoral du 19/05/2005, article 14	Non-conformité NC4 - VI du 21/09/2017	Sans objet
5	Porte coupe-feu - NC5 VI 21/09/2017	Arrêté Préfectoral du 14/04/2017, article 1.3.1	Non-conformité NC5 - VI du 21/09/2017	Sans objet
6	Protection foudre usine semences - D1 VI 21/09/2017	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande D1 - VI du 21/09/2017	Sans objet
7	Réserves incendie - D2 VI 21/09/2017	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Demande D2 - VI du 21/09/2017	Sans objet
8	Structure des bâtiments - D3.1 VI 21/09/2017	Arrêté Préfectoral du 14/04/2017, article 2.1.1	Demande D3 - VI du 21/09/2017	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Ventilation et recharge de batteries - D4 VI 21/09/2017	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17.	Demande D4 - VI du 21/09/2017	Sans objet
11	Gestion de transformateurs aux PCB - D5 VI 21/09/17	Code de l'environnement du 28/04/2023, article R. 543-21	Demande D5 - VI du 21/09/2017	Sans objet
12	Contrôle foudre usine semences - R1 VI 21/09/2017	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Remarque R1 - VI du 21/09/2017	Sans objet
13	Robinetts Incendie Armés - R2 VI 21/07/2019	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Remarque R2 - VI du 21/09/2017	Sans objet
14	Exercice incendie - R3 VI 21/09/2017	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Remarque R3 - VI du 21/09/2017	Sans objet
15	Engrais - Suivi en continu des produits détenus	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.	/	Sans objet
16	Engrais - Consignes de sécurité et d'exploitation	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.	/	Sans objet
17	Engrais - Permis d'intervention	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.5.	/	Sans objet
18	Engrais - Matières combustibles et incompatibles	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.	/	Sans objet
19	Engrais - Sources de départ de feu (Engins de manutention)	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6.	/	Sans objet
20	Engrais - Sources de départ de feu (installations électriques)	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 10.3.	/	Sans objet
21	Engrais - Détection incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.	/	Sans objet
22	Engrais - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.	/	Sans objet
23	Engrais - Défense incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.	/	Sans objet
24	Engrais - Arrêt d'urgence et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
25	Engrais - Dispositifs de lutte contre un sinistre	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.2.	/	Sans objet
26	Engrais - Accessibilité au site et stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.	/	Sans objet
27	Engrais - Désenfumage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1.	/	Sans objet
29	Engrais - Réaction au feu des locaux	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.	/	Sans objet
30	Engrais - Rétentions	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.	/	Sans objet
31	Silos - Gestion du site et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
32	Silos - Surveillance des installations et travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
33	Silos - Travaux par point chaud et permis de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
34	Silos - Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
35	Silos - Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
36	Silos - Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques - NC1 21/09/2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/1993, article 2 §5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : [...] Cette installation sera contrôlée périodiquement par un technicien compétent ; les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 28/04/2023 : L'exploitant a présenté le rapport du 14 mars 2023 réalisé par DEKRA basé sur intervention du 6 et 7 mars 2023 qui liste une observation, concernant l'absence de plaque ATEX pour le moteur Redler du TRC1 du silo 1. Cet écart est noté comme étant déjà constaté. L'inspection des installations classées a noté la présence de documents sur le moteur concerné indiquant qu'il est bien IP55. L'historique de cette non-conformité est repris dans le point de contrôle n°36 : Silos – Vérification des installations électriques. La non-conformité NC1* notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des équipements foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 21 septembre 2017 : "La vérification complète des installations de protection contre la foudre des installations existantes en 2016 – rapport du 24/03/2017, relève une non-conformité de l'installation de protection contre la foudre des silos. Le 21 septembre 2017, l'exploitant n'avait pas réalisé la mise en conformité. Il appartient à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux." Non-conformité NC 2 : La vérification complète des installations de protection contre la foudre des installations existantes en 2016 - rapport du 24/03/2017, relève une non-conformité de l'installation de protection contre la foudre des silos : l'organisme vérificateur indique que la protection préconisée par l'étude technique foudre relative à la thermométrie n'est pas effective. Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "Le service support opérationnel est en cours de restructuration avec l'embauche d'une nouvelle personne qui a pour mission le suivi des travaux relatifs à la protection foudre. La demande de mise à disposition du DOE a été faite auprès du prestataire. Actuellement, ce document n'est toujours pas transmis. Dès réception de ce dernier, nous vous le ferons suivre." Constats du 16 novembre 2022 : L'inspection des installations classées a contrôlé le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée par SOCOTEC et daté du 3 décembre 2021. Ce rapport indique que l'ensemble des documents demandés ont été fournis, et liste 3 observations. L'exploitant a présenté un dossier des ouvrages exécutés réalisé par la société ADEE en date du 12 juin 2022 et basé sur une intervention du 6 mars 2022 indiquant que ces observations ont été corrigées. Constats du 28 avril 2023 : L'inspection des installations classées a contrôlé le rapport de vérification visuel des installations de protection contre la foudre réalisée par SOCOTEC et daté du 13 décembre 2022. Ce rapport ne liste qu'une seule observation, indiquant que le compteur foudre du silo 1 côté voie SNCF est hors service et doit être remplacé. Le PDA lié à ce compteur est toujours en fonctionnement d'après l'exploitant et seul ce compteur foudre présente un défaut. L'exploitant a présenté une commande ainsi qu'un devis signé pour procéder au remplacement de cet équipement. D'après le témoignage de l'exploitant, le délai de remplacement est prévu au 15 mai 2023. La non-conformité NC2 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du xx/xxx/xxxx est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Installation des équipements foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui le 21/09/2017
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "Le 21 septembre 2017, l'inspection des installations classées a constaté, par sondage, que le silo ONIC dispose d'un paratonnerre. La vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre réalisée en février 2017 par SOCOTEC ne porte pas sur les dispositifs équipant le silo ONIC : la non-conformité est reconduite pour le silo ONIC. Le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre des silos et du bâtiment de stockage des engrais à base de nitrate d'ammonium signale que des valeurs de terre n'ont pas pu être mesurées, faute d'accès (présence de grilles, côté voie ferrée et cour)."</p> <p>Non-conformité NC 3-1 : La vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre réalisée en février 2017 par SOCOTEC ne porte pas sur les dispositifs équipant le silo ONIC. Non-conformité NC 3-2 : Le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre des silos et du bâtiment de stockage des engrais à base de nitrate d'ammonium signale que des valeurs de terre n'ont pas pu être mesurées, faute d'accès (présence de grilles, côté voie ferrée et cour).</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "Le service support opérationnel est en cours de restructuration avec l'embauche d'une nouvelle personne qui a pour mission le suivi des travaux relatifs à la protection foudre. La demande de mise à disposition du DOE a été faite auprès du prestataire. Actuellement, ce document n'est toujours pas transmis. Dès réception de ce dernier, nous vous le ferons suivre."</p> <p>Constats du 16 novembre 2022 : Le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre daté du 3 décembre 2021 mentionné dans le point de contrôle précédent indique bien que le silo ONIC a été contrôlé. Par ailleurs, ce rapport n'a pas listé de problème d'accès pour la réalisation des contrôle de valeurs de terre. La non-conformité NC3* notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Chauffage du magasin engrais - NC4 VI 21/09/2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2005, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Risque électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui le 21/09/2017
Prescription contrôlée : Le chauffage du magasin de stockage et de ses annexes attenantes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent, à l'exception de tout fluide caloporteur combustible.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "Le 21 septembre 2017, l'inspection des installations classées a constaté que la porte du poste de commande de la mélangeuse du bâtiment de stockage des engrais solides est ouverte, un convecteur électrique est dans le local de commande." Non-conformité NC4 : La porte du poste de commande de la mélangeuse du bâtiment de stockage des engrais solides est ouverte, un convecteur électriques est dans ce local de commande. Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "Un rappel à l'équipe a été fait afin que la porte reste fermée." Constats du 16 novembre 2022 : L'inspection des installations classées a constaté que la porte du local de commande de la mélangeuse d'engrais était fermée. Un contrôle visuel de l'intérieur du local a permis de constater l'absence de convecteur électrique. La non-conformité NC4 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2017, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Porte coupe-feu
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ([...] portes coupe-feu, par exemple) [...] conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "La porte la plus au nord s'est refermée en moins de 30 secondes, puis s'est légèrement réouverte par rebond, elle est ensuite restée non jointive. L'exploitant a indiqué que ce constat est probablement dû à la force de déclenchement de la porte, différente de celle qui serait observée en situation de déclenchement de la porte par « coupure de l'électroaimant » suite à une détection incendie. L'exploitant est invité à vérifier et s'assurer du caractère opérationnel de la porte coupe-feu située dans la paroi séparative des cellules 1 et 2 la plus au nord (fermeture complète en cas de déclenchement) et à tenir le rapport de vérification à disposition de l'inspection des installations classées. Après consultation postérieurement à l'inspection, la situation est qualifiée en non-conformité, la fermeture de la porte aurait dû être complète." <p>Non-conformité NC 5 : Selon le test réalisé par l'exploitant, par forçage manuel de la retenue par l'électroaimant, la porte coupe-feu de la paroi séparative des cellules 1 et 2 du nouveau bâtiment la plus au nord s'est légèrement réouverte par rebond, elle est ensuite restée non jointive. L'exploitant a indiqué que ce constat est probablement dû à la force de déclenchement de la porte, différente de celle qui serait observée en situation de déclenchement de la porte par « coupure de l'électroaimant » suite à une détection incendie. L'exploitant est invité à vérifier et s'assurer du caractère opérationnel de la porte coupe-feu située dans la paroi séparative des cellules 1 et 2 la plus au nord (fermeture complète en cas de déclenchement) et à tenir le rapport de vérification à disposition de l'inspection des installations classées.</p> Il est par ailleurs à relever que l'APSAD – règle R16 – préconise une vérification à la mise en exploitation comprenant un essai fonctionnel des portes constitué d'un essai par déclenchement automatique et un essai par déclenchement manuel. <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "Nous avons fait intervenir le prestataire de maintenance. En pièce jointe de ce courrier, vous trouverez la date de passage ainsi que l'attestation du bon fonctionnement de ces portes coupe-feu."</p> <p>Constats du 16 novembre 2022 : L'exploitant a présenté un rapport de la société Eurofeu en date du 30 août 2022 concernant les éléments de défense incendie du bâtiment RAGT. Ce rapport ne liste pas d'écart. Sur place, l'inspection a demandé à l'exploitant de tester le bon fonctionnement de la porte coupe-feu nord du bâtiment. Suite au déclenchement du système de fermeture de cette porte, celle-ci s'est opérée correctement. La non-conformité NC5 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection foudre usine semences - D1 VI 21/09/2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Installation protection foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "Le 21 septembre 2017, au vu du témoignage de l'exploitant, le dispositif de protection contre la foudre (parafoudre) n'est pas installé à l'endroit préconisé par l'étude technique. L'exploitant a indiqué que la configuration de la protection de l'établissement permet de couvrir le nouveau bâtiment, mais ne dispose pas de document en attestant." Demande D 1 : L'exploitant est invité à tenir à disposition de l'inspection des installations classées lors de la prochaine inspection annoncée, le justificatif attestant que les dispositifs de protection et les mesures de prévention contre la foudre répondent aux exigences de l'étude technique relative au nouveau bâtiment de l'usine semences, parafoudre notamment. Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "Le service support opérationnel est en cours de restructuration avec l'embauche d'une nouvelle personne qui a pour mission le suivi des travaux relatifs à la protection foudre. La demande de mise à disposition du DOE a été faite auprès du prestataire. Actuellement, ce document n'est toujours pas transmis. Dès réception de ce dernier, nous vous le ferons suivre." Constats du 16 novembre 2022 : Le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre en date du 2 décembre 2021 indique que les dispositifs de protection sont réalisés en correspondance aux exigences de l'étude technique foudre. La demande D1 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réserves incendie - D2 VI 21/09/2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

<p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) : [...]</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. [...]</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté</p>
<p>Observations :</p> <p>Constat du 21 septembre 2017 :</p> <p>"Le poteau incendie présent à l'entrée du site et la borne incendie de l'établissement délivrent un débit inférieur à 60 m³/h à 1bar. L'exploitant a indiqué un complément par l'utilisation possible des réserves enterrées. Le volume unitaire de ces réserves est de 60 m³. Ces réserves sont prises en compte dans l'avis SDIS du 29 décembre 2016, § Ib, mais non reprises au §III.1 de cet avis."</p> <p>Demande D 2 : Il est nécessaire d'obtenir l'avis des services d'incendie et de secours sur la possibilité ou non de mobiliser les réserves enterrées de 60 m³ par les services d'incendie et de secours, et de comptabiliser le volume fourni par ces réserves dans les 480 m³ nécessaire à la défense incendie du nouveau bâtiment de l'usine semences.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir planifié un exercice d'intervention avec les services d'incendie et de secours (date prévisionnelle de cet exercice : 9 novembre 2017) ; il pourra échanger sur ce point avec le SDIS à cette occasion de façon à disposer de son avis et de l'assurance de disposer de la ressource en eau nécessaire à la défense incendie du nouveau bâtiment.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 :</p> <p>"Une manœuvre avec le SDIS a été faite en 2006. En pièce jointe vous trouverez les divers courriers que nous vous avons transmis suite aux constats des services de secours. Par ailleurs, dans le règlement RDDECI du SDIS 28, il est bien noté que la capacité des réservoirs ne peut pas être moins de 30m³. Les réserves de 60m³ sont donc bien autorisées. Une extraction de ce règlement est mise en pièce jointe."</p> <p>Constats du 16 novembre 2022 :</p> <p>Dans son courrier de réponse du 18 juin 2018, l'exploitant a joint le rapport de l'exercice d'intervention du SDIS du 9 novembre 2017. Ce rapport indique que l'exercice s'est déroulé conformément aux attentes, et ne liste pas d'opposition aux réserves enterrées de 60m³ présentes sur le site. Par ailleurs, une réserve souple de 120 m³ a été installée sur le site, et le SDIS indique dans son rapport qu'elle correspond à leurs attentes.</p> <p>La demande D2 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2017, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
<p>Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions suivantes du 3e paragraphe de l'article 2.2.6 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 [...] : « Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont : – isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120 ; – sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. », l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :« Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont : – isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "Le 21 septembre 2017, l'inspection des installations classées a constaté : • la présence d'un marquage sur la porte d'accès à la cellule de l'entrepôt depuis les bureaux attestant que celle-ci est REI 120 (marquage de cette porte battante : M1201L – 2017 – 1383- NF – EI 120) ; • l'absence d'ouverture dans les parties visibles de la paroi d'intercommunication entre les bureaux et locaux sociaux et la cellule où sont stockés les produits de traitement des grains.</p> <p>Au vu du marquage présent sur la porte d'accès à la cellule de l'entrepôt depuis les bureaux, la porte est de résistance au feu REI 120. Visuellement, il n'a pas été constaté de trou ou d'ouverture dans la paroi située entre ces deux entités."</p> <p>Demande D 3-1 : L'exploitant est invité à transmettre à l'inspection des installations classées, les justificatifs de résistance au feu : • de la paroi d'intercommunication réalisée entre les bureaux et locaux sociaux et la cellule où sont stockés les produits de traitement des grains (ensemble de la paroi, y compris vitrage) ;</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "La paroi située entre les bureaux et la cellule où sont stockées les produits de traitement des grains est constituée d'un mur en parpaing plein (REI 2h/ PF 5h) et d'une vitre EI 120. Le flocage n'a pas été réalisé car les bureaux ne sont pas compris dans la cellule mais à l'extérieur de la cellule. Entre les plans transmis dans l'étude et les plans définitifs une évolution a eu lieu. En pièce jointe de ce courrier vous trouverez : - La photo et le plan général qui montrent bien le mur en parpaing et le bureau situé en extérieur de la cellule - PV de la cloison vitrée."</p> <p>Constats du 16 novembre 2022 : Dans son courrier de réponse du 18 juin 2018, l'exploitant a transmis le procès-verbal de classement de la cloison vitrée qu'il a installée. Ce procès-verbal indique que cette vitre présente une résistance au feu EI 120. La demande D3-1 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2017, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : [...]- floqués au plafond sur une surface minimale de 54 m ² avec une tenue au feu de 2 heures.
Constats : Absence de flocage avec une tenue au feu de 2h.
<p>Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "Le flocage n'est pas visible."</p> <p>Demande D 3-2 : L'exploitant est invité à transmettre à l'inspection des installations classées, les justificatifs de résistance au feu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du flocage qu'il indique avoir réalisé au plafond des bureau et locaux sociaux du nouveau bâtiment de l'usine semences ; <p>ainsi que le justificatif de la surface de ce flocage.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 :</p> <p>"La paroi située entre les bureaux et la cellule où sont stockés les produits de traitement des grains est constituée d'un mur en parpaing plein (REI 2h/ PF 5h) et d'une vitre EI 120. Le flocage n'a pas été réalisé car les bureaux ne sont pas compris dans la cellule mais à l'extérieur de la cellule. Entre les plans transmis dans l'étude et les plans définitifs une évolution a eu lieu. En pièce jointe de ce courrier vous trouverez :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La photo et le plan général qui montrent bien le mur en parpaing et le bureau situé en extérieur de la cellule - PV de la cloison vitrée." <p>Constats du 16 novembre 2022 :</p> <p>L'exploitant indique, dans sa réponse, que suite à des modifications dans son projet, la zone de flocage au plafond avec une tenue au feu de 2h n'est plus nécessaire. Cependant, il n'apporte pas, dans son courrier, les éléments justifiant de l'acceptabilité de cette modification. Le dossier consolidé encadrant la construction de ce bâtiment indique déjà que le bureau sera "accolé à la cellule 1 mais séparé physiquement par un mur coupe-feu 2h et une zone au plafond de 54 m² de surface qui sera floquée avec une tenue au feu de 2h." L'exploitant indique également qu'une évolution a eu lieu entre les plans dont dispose la DREAL et les plans définitifs. L'inspection des installations classées souhaite que cette évolution soit expliquée.</p> <p>De fait des décisions de l'exploitant, l'inspection des installations classées n'a pas observé la présence de flocage avec une tenue au feu de 2h dans le bâtiment RAGT.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Ventilation et recharge de batteries - D4 VI 21/09/2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17.
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des batteries
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 21 septembre 2017 : "Le 21 septembre 2017, l'exploitant a indiqué que la recharge de batteries qu'il réalise sur la zone en entrée de quai est sans risque lié à des émanations de gaz. Il ne disposait pas des notices techniques des batteries et chargeur associé." Demande D 4 : Tenir sur site à disposition de l'inspection des installations classées lors de la prochaine inspection annoncée, les justificatifs (notices constructeur ou autre se rapportant aux batteries et aux chargeurs) faisant état de l'absence de risque lié à des émanations de gaz, hydrogène notamment. Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "C'est noté." Constats du 16 novembre 2022 : L'exploitant a présenté, durant l'inspection, le document INERIS ED6407 indiquant que le parc de batteries au lithium utilisées sur site et ses chargeurs ne dégagent pas d'hydrogène en marche normale. La demande D4 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion de transformateurs aux PCB - D5 VI 21/09/17

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/04/2023, article R. 543-21
Thème(s) : Autre, PCB
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB : - à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ; - à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ; - à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "Au vu de l'observation mentionnée au rapport de vérification des installations électrique libellée « masse totale du transformateur 870 kg, masse du diélectrique : 205 kg », l'inspection des

installations classées a souhaité voir le poste de transformation concerné. L'exploitant indique avoir changé le poste haute transformation concerné en février 2017. L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une plaque sur le poste de transformation présenté par l'exploitant portant la date de 2008.

La consultation du fond de dossier de l'établissement postérieurement à l'inspection, indique que :

- L'exploitant SCA DU DUNOIS a fait valoir ses droits d'antériorité concernant un transformateur contenant des PCB par courrier du 10 juillet 1986 (poste de transformation 1 000 kVA de 1979, contenant 700 L de produits imprégnés de PCB) ;
- Il a transmis un bordereau d'élimination d'un transformateur par courrier du 10 juin 2008 ;
- L'exploitant SOCA de BEAUCE SICA EPI DE BEAUCE a déclaré le 10 juillet 1986 l'existence de 2 transformateurs contenant des PCB (postes de transformation 200 kVA de 1970, contenant 170 L de PCB et 400 kVA de 1976 contenant 330 L de PCB) ;
- L'étude de dangers EAS ENVIRONNEMENT – AGRALYS de février 2004 liste 3 transformateurs contenant des PCB :
 - un transformateur au pyralène de 1 000 kVA ;
 - un transformateur au pyralène de 200 kVA ;
 - un transformateur à l'askarel de 630 kVA ;
- L'étude de dangers de 2007 liste 2 transformateurs contenant du pyralène."

Demande D 5 : L'exploitant est invité à confirmer qu'il ne possède plus de transformateur contenant plus de 500 ppm de PCB et à communiquer à l'inspection des installations classées le bordereau de suivi d'élimination des transformateurs contenant plus de 500 ppm de PCB qui ont été éliminés depuis 2008, ainsi que, le cas échéant, à déclarer en régularisation l'ensemble des transformateurs ainsi que leur élimination sur la base de données de l'ADEME (<http://www.inventairepcb.ademe.fr/>).

Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 :

"L'étude des dangers ED 2005 mentionne l'ensemble du site (silos + usine semence). En 2008, nous vous avons transmis les justificatifs d'élimination de ces transformateurs. En pièce jointe, vous retrouverez les trois BSDD."

Constats du 16 novembre 2022 :

Dans son courrier du 18 juin 2018, l'exploitant transmet les documents justifiant de l'élimination des transformateurs contenant des PCB présents sur son site, en date du mois de janvier 2008.

La demande D5 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Installation des équipements foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui le 21/09/2017
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "AXERREAL a présenté un courriel qu'il a fait auprès de SOCOTEC demandant un devis pour la réalisation de cette vérification – courriel du 19/09/2017, 13h43 d'AXERREAL à SOCOTEC. Il a précisé que le bâtiment a été mis en service en mai 2017." <p>Remarque R 1 : Il appartient à AXERREAL de faire réaliser la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre avant novembre 2017.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "Le service support opérationnel est en cours de restructuration avec l'embauche d'une nouvelle personne qui a pour mission le suivi des travaux relatifs à la protection foudre. La demande de mise à disposition du DOE a été faite auprès du prestataire. Actuellement, ce document n'est toujours pas transmis. Dès réception de ce dernier, nous vous le ferons suivre."</p> <p>Constats du 16 novembre 2022 : L'inspection des installations classées a contrôlé le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée par SOCOTEC et daté du 3 décembre 2021. Ce rapport indique que l'ensemble des documents demandés ont été fournis, et liste 3 observations. L'exploitant a présenté un dossier des ouvrages exécutés réalisé par la société ADEE en date du 12 juin 2022 et basé sur une intervention du 6 mars 2022 indiquant que ces observations ont été corrigées. La remarque R1 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "Le 21 septembre 2017, l'inspection des installations classées a constaté : [...] -L'accès à un RIA situé au centre de la cellule 1 commençait à être encombré (accès possible mais nécessitant un détour en raison d'un stock de produits à proximité) [...]" <p>Remarque R2 : L'accès à un RIA situé au centre de la cellule 1 du nouveau bâtiment de l'usine semences commençait à être encombré (accès possible mais nécessitant un détour en raison d'un stock de produits à proximité). L'inspection des installations classées a attiré la vigilance de l'exploitant sur la nécessité de préserver l'accès facile aux moyens d'extinction. L'exploitant a indiqué que les dispositifs permettant de matérialiser la zone devant rester libre afin de préserver l'accès à ce RIA allaient être installés ; ces dispositifs étaient présents à proximité du RIA dans l'attente d'être installés.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "Un marquage au sol est en cours de réalisation afin de délimiter les accès aux RIA car les nouvelles chaînes de triage sont en cours d'installation."</p> <p>Constats du 16 novembre 2022 : L'inspection des installations classées a contrôlé visuellement la présence d'une zone libre autour du RIA situé au centre de la cellule 1. Cette zone libre a été matérialisée au sol. La remarque R2 notifiée dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 21/09/2017 est soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : OUI le 21/09/2017
<p>Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de document justifiant d'un exercice de défense contre l'incendie récent.
<p>Observations : Constats du 21 septembre 2017 : "L'exploitant a indiqué que l'exploitation du nouveau bâtiment est en début d'activité, que l'activité n'est pas totalement installée.</p> <p>Il a présenté un échange courriel avec le SDIS relatif à la planification d'un exercice en commun avec le SDIS et a indiqué que l'exercice est prévu le 9 novembre 2017. Au vu du témoignage de l'exploitant et des échanges présentés, l'activité n'était pas totalement installée le 21 septembre 2017, un exercice est programmé avec le SDIS.</p> <p>Conformément aux articles 1.3.1 de l'APC 14/04/2017 et 2.2.10 de l'AM 15/04/2010, cet exercice devra faire l'objet d'un compte-rendu conservé au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de l'annexe de l'AM 15/04/2010."</p> <p>Remarque R 3 : Conformément aux articles 1.3.1 de l'APC 14/04/2017 et 2.2.10 de l'AM 15/04/2010, cet exercice devra faire l'objet d'un compte-rendu conservé au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de l'annexe de l'AM 15/04/2010.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "En pièce jointe de ce courrier, vous trouverez le compte rendu suite à la manœuvre de la réserve incendie ; menée par les sapeurs-pompiers le 09/11/17." Le document transmis par l'exploitant est de nature à répondre à la remarque et n'appelle pas de commentaires.</p> <p>Constats du 16 novembre 2022 :</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas contrôlé la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie en collaboration avec le SDIS 28 ni la présence d'un rapport concernant ce type d'événements entre l'exercice du 9 novembre 2017 et le 16 novembre 2022. L'exploitant n'a pas présenté de document sur ce sujet lors de l'inspection du 16 novembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Engrais - Suivi en continu des produits détenus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks des engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site. Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 16/11/2022 : A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides. Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, de la répartition portée dans le tableau joint en annexe 1 du présent rapport). L'état des stocks présenté permet d'établir que l'exploitant respect les volumes auxquels il est autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Engrais - Consignes de sécurité et d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité et d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et tenues à jour. Ces documents ainsi que les enregistrements les accompagnant ou les registres de suivi sont mis à disposition du personnel concerné et de l'inspection des installations classées. Les consignes de sécurités sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes de sécurité doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction de fumer ;• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité des stockages ;• l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » évoquée à l'article 5.5.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 16/11/2022 : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation sont affichées dans le bureau du responsable du site. Un panneau spécifique apposé sur les portes d'accès au magasin de stockage des engrais solides rappelle l'interdiction de fumer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Engrais - Permis d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu – Permis d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu, sous quelque forme que ce soit au niveau des installations, sauf après délivrance d'un permis de feu. Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » incluant un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » incluant le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » incluant le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du dépôt, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Constats du 16/11/2022 :</p> <p>En l'absence d'autorisation de travaux récente concernant une intervention dans le magasin engrais, l'inspection a procédé à la consultation du dernier permis de feu réalisé sur site. Ce permis est daté du 15 septembre 2022, et signé par le responsable de site ainsi que le prestataire. Il encadre une intervention sur le séchoir du site.</p> <p>Il liste également les risques associés aux travaux, les mesures de prévention à mettre en œuvre, ainsi que l'heure de fin des travaux et l'horaire de réalisation de la ronde post-travaux, 2 heures après la fin des travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Engrais - Matières combustibles et incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des matières combustibles et incompatibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ; • les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ; • le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ; • les bouteilles de gaz comprimé ; • les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple.

Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve.

Les bâches de protection sont tolérées pour les engrais stockés en vrac.

Le chlorure de potassium, le sulfate d'ammonium et le chlorure de sodium peuvent être stockés à l'intérieur des magasins de stockage.

Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de ces produits avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou de présence d'une phase fondue.

Ces produits sont stockés séparés a minima par une case des engrais 1331-II ou par un espace minimal de 5 mètres et un mur (ou une paroi) dimensionné pour éviter toute mise en contact accidentelle de ces produits avec les engrais « 4702-II ou 4702-III ».

L'urée solide granulée peut être stockée à l'intérieur des magasins de stockage. Elle est systématiquement séparée physiquement des engrais « 4702-II ou 4702-III » et elle n'est pas stockée dans la même case. Toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de l'urée solide granulée avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou de présence d'une phase fondue.

Une distance libre minimale d'un mètre au-dessus du tas d'urée est conservée entre le haut du tas d'urée et le haut des parois de séparation des cases.

Le stockage d'urée est également réalisé en retrait d'une distance minimale d'un mètre par rapport à l'avant des parois.

Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles (liquides ou solides accidentellement fondus) ne puisse atteindre les engrais manipulés ou stockés sur le site.

Constats : Pas d'écart constaté.

Observations :

Constats du 16/11/2022 :

Le contrôle sur ce point a porté sur le magasin de stockage d'engrais solides. L'inspection des installations classées n'a pas observé la présence de produits incompatibles à proximité des stockages d'engrais solides classés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Engrais - Sources de départ de feu (Engins de manutention)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Sources de départ de feu (engins de manutention)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les véhicules qui ne sont pas en cours de chargement ou de déchargement d'engrais sont stationnés à une distance d'au moins 10 mètres des engrais. Ils peuvent être stationnés à une distance inférieure s'ils le sont dans un local réservé à cet effet dont les murs sont REI 120.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 16/11/2022 : L'exploitant a indiqué que les engins de manutention sont stationnés en extérieur des bâtiments. L'inspection des installations classées n'a pas observé la présence d'engins en stationnement dans le bâtiment de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Engrais - Sources de départ de feu (installations électriques)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 10.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Sources de départ de feu (installations électriques)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Les installations électriques ne sont pas en contact avec les engrais [...].
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 16/11/2022 : Le magasin ne comporte pas, à l'intérieur des cases, d'installation et de conducteur électriques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Engrais - Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie (alerte et alarme)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple).</p> <p>Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement.</p> <p>Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence.</p> <p>La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.</p> <p>Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.</p> <p>L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Constats du 16/11/2022 :</p> <p>Le système de détection automatique d'incendie ou de combustion a été vérifié le 8 février 2022, par la société BE ATEX. Le rapport relatif à cette vérification fait état du bon fonctionnement des capteurs, de la centrale d'acquisition et du transmetteur des alarmes associées.</p> <p>Le 16 novembre 2022, à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a procédé à l'essai du système de report d'alarme. Ce test s'est déroulé conformément aux attentes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Engrais - Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre.</p> <p>Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective du débit d'eau.</p> <p>Ce débit est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes. Le débit est fourni par le réseau et les réserves d'eau.</p> <p>L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils</p>

permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h, pendant une durée d'au moins deux heures.

Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits.

Pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation. [...]Elles sont aménagées pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours et sont facilement accessibles pour leurs véhicules. Elles sont situées à une distance de 200 mètres au plus du stockage.

Les réseaux d'eau, les réserves d'eau ou la combinaison des deux fournissent le débit nécessaire pour alimenter des bouches et poteaux d'incendie en nombre défini en fonction du danger, à raison des débits minimums suivants pendant au moins deux heures :

- 120 m³/h pour les 4702-I d'une quantité $\geq 1\,250$ tonnes, pour les 4702-II ou 4702-III $< 5\,000$ tonnes et pour les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 4703 ≥ 50 tonnes ; [...]

Constats : Pas d'écart constaté.

Observations :

Constats du 16/11/2022 :

L'exploitant dispose, à proximité du magasin de stockage d'engrais solides, d'un volume total de 380 m³, pour un volume nécessaire de 240 m³. Ces points n'appellent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou plusieurs appareils d'incendie définis à l'article 11.2.1 du présent arrêté ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et du stockage couvert, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; • de lances auto-propulsives permettant d'introduire l'eau à l'intérieur des tas pour les engrais « 4702-I » stockés en vrac. Leur nombre est établi en fonction du danger. <p>Pour les nouvelles installations, l'exploitant dispose d'un surpresseur.</p> <p>Pour les installations existantes, il s'assure, qu'en cas d'accident, un surpresseur est disponible ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un dispositif d'alerte (alarme sonore, télésurveillance par exemple) déclenché par le système de détection défini à l'article 10.6 du présent arrêté. Ce dispositif doit permettre une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ; • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone présentant un risque différent. <p>Les installations utilisant du bois pour les cloisons ou pour fermer une case en façade, les installations ayant des passerelles constituées d'éléments en bois et les installations qui disposent de bandes transporteuses qui ne sont pas en matériau difficilement propageur de la flamme selon les référentiels en vigueur sont dotées de robinets d'incendie armés ou d'un dispositif fixe équivalent, répartis dans le magasin de stockage et le stockage couvert en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues.</p> <p>Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>À proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages, des aires de stationnement des engins de manutention, l'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'au moins un extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) ; • de pelles et de réserves de sable meuble et sec de 100 litres minimum.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Constats du 16/11/2022 :</p> <p>Il a été constaté la présence d'extincteurs répartis dans le magasin et disponibles pour lutter contre un éventuel départ de feu.</p> <p>Une réserve de sable meuble et sec de 100 litres et des pelles sont également présents dans ce même magasin.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs en date du 30 mars 2022. Ce rapport ne liste pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Engrais - Arrêt d'urgence et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Modalité d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">• les modalités d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, chauffage, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;• les modalités d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. Les procédures d'exploitation sont des documents écrits qui indiquent notamment les modalités d'action en cas de situation d'urgence, d'incident grave, d'accident ou de sinistre ; elles sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 16/11/2022 : Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, les consignes et les numéros de téléphone des responsables de la coopérative et des services d'incendie et de secours sont affichés dans le bureau d'accueil de l'établissement. Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation et de gestion des anomalies sont affichées dans le bureau du responsable du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Engrais - Dispositifs de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des dispositifs de lutte contre un sinistre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont utilisables en période de gel. Toutes les opérations concernant ces matériels (liste exhaustive des matériels, date de la dernière vérification, état de fonctionnement du matériel, mesures prises ou prévues en cas de dysfonctionnement recensé lors de la vérification, dates prévues pour les mises en conformité, liste des personnes formées à l'utilisation des matériels par exemple) sont consignées sur un registre. Le personnel est formé à l'utilisation de ces matériels. Le plan des moyens de lutte contre un sinistre est tenu à jour et mis à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 16/11/2022 : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs en date du 30 mars 2022 réalisé par la société Eurofeu. Ce rapport ne liste pas d'observations. L'exploitant dispose d'un plan d'intervention et de gestion des situations d'urgence, mis à jour récemment, comportant notamment un plan de localisation des moyens de lutte contre un éventuel sinistre. Ces éléments ont été transmis aux services départementaux d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site, aux cases de stockage par les services de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au stockage, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations. Aucun obstacle n'est disposé entre les stockages et la voie « engins ».</p> <p>a) Pour les installations nouvelles : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du stockage et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment lorsque le stockage y est réalisé...</p> <p>b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 : Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie « engins », répondant aux caractéristiques définies ci-dessous, de 6 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur un demi-périmètre au moins du magasin de stockage. Cette voie, extérieure au magasin de stockage, permet l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en impasse, les demi-tours et croisement de ces engins. À partir de cette voie, les sapeurs-pompiers accèdent à toutes les issues du magasin de stockage par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres. Pour toute hauteur de bâtiment supérieure à 15 mètres de hauteur utile sous ferme, des accès voie « échelle », répondant aux caractéristiques définies ci-dessous, sont prévus pour chaque façade accessible. Si ces voies sont reliées à une ou plusieurs voies publiques, les voies d'accès correspondent à des voies « engins » d'une largeur minimale de 3 mètres...</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constats du 16/11/2022 : Le magasin de stockage des engrais solides dispose d'une voie "engins" sur la moitié de son périmètre, et les issues des stockages donnent sur cette voie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Engrais - Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). Ces dispositifs sont de type passif (à ouverture permanente) ou de type actif. [...] La surface utile de l'ensemble des exutoires est exprimée en pourcentage de la surface au sol totale du magasin de stockage et n'est pas inférieure à : [...] <ul style="list-style-type: none">• en cas de présence d'engrais 4702-II ou III : 1 % ;• en cas de présence d'engrais 4702-IV : 1 %. En cas de présence de différentes catégories d'engrais stockées dans un même bâtiment, la surface utile maximale des exutoires correspondant à la catégorie la plus pénalisante est retenue. Ces dispositifs sont agencés de manière à éviter la rentrée intempestive de matières combustibles ou autres, incompatibles avec les engrais. [...] Pour les DENFC de type passif : Ils sont conçus pour être intrinsèquement en position ouverte permanente.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 16/11/2022 : Le bâtiment abritant les installations de stockage des engrais solides est équipé en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur passifs, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs d'évacuation de fumées représentent une surface totale de 50 m ² . Le bâtiment de stockage des engrais solides présentent des dimensions de 150m par 30m, soit une surface de 4500 m ² . Les dispositifs d'évacuation de fumées représentent donc une surface d'environ 1,11% par rapport au bâtiment, pour des besoins minimums d'1%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Engrais - Qualité des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.71.
Thème(s) : Risques accidentels, Qualité des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).
Constats : Le sol de la case 16, ainsi que le sol de l'allée de la partie non-classée du magasin de stockage d'engrais solides présentent des cavités.
Observations : Constats du 16/11/2022 : Il a été observé des cavités au niveau du sol de la case 16 du bâtiment de stockage d'engrais solides, dans la partie consacrée aux engrais classés. L'exploitant a indiqué que cette case n'est plus utilisée pour le stockage d'engrais pour le moment. Il a également été observé des cavités au niveau du sol de l'allée de la partie consacrée aux engrais non-classés du magasin de stockage d'engrais solides.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 29 : Engrais - Réaction au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux – Réaction au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 : les magasins de stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs). Cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 pour lesquelles le préfet a prescrit des mesures alternatives. [...]</p> <p>d) Cases de stockage d'engrais « 4702-II ou 4702-III » : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999, les engrais ne sont pas au contact de cloisons ou de façades en bois.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 16/11/2022 : La société AXEREAAL n'entrepose pas d'engrais solides répondant aux critères 4702-I. Les parois des cases des engrais classés 4702 sont en béton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais (entraînement par les eaux de pluie, nettoyage des magasins de stockage, extinction en cas d'accident par exemple), visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants.</p> <p>Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis à l'article 11.2.</p> <p>L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment. Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre.</p> <p>Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Les eaux recueillies ne peuvent être rejetées qu'après démonstration de leur compatibilité avec l'environnement. Dans le cas contraire, elles font l'objet de traitements appropriés.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constats du 16/11/2022 : Un collecteur implanté à proximité du magasin de stockage et raccordé au bassin de retenue de l'établissement de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, ainsi que les eaux d'un éventuel incendie. Ce bassin de retenue présente un volume de 1170 m3, et ne présente pas de conduits d'évacuation. L'exploitant a indiqué que la vidange de ce bassin est réalisée, lorsqu'un besoin le requiert, via l'usage d'une pompe mobile.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Silos - Gestion du site et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 28/04/2023 : L'exploitant a présenté un document désignant nommément le responsable d'exploitation. L'inspection des installations classées a consulté le plan de formation du responsable de site. Ce document indique que la dernière formation sur les risques liés à l'exploitation des silos est en date du 21 octobre 2020. L'exploitant applique un rappel tous les cinq ans sur ce type de formation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : Silos - Surveillance des installations et travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 28/04/2023 : L'inspection des installations classées a contrôlé la présence de consignes concernant la surveillance des silos en marche normale. Cette procédure est datée du 15 décembre 2012 et a pour référence interne à l'exploitant CE 102. Elle couvre également la remise en service après modification, entretien ou incident. La consigne incendie est datée du 20 décembre 2022 et référencée CS 002. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 33 : Silos - Travaux par point chaud et permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 28/04/2023 : L'exploitant indique qu'il procède avant chaque travaux à une visite préalable avec le prestataire pour déterminer les conditions de l'intervention. Si un permis feu est nécessaire, celui-ci est signalé et réalisé lors de l'intervention. L'inspection des installations classées a contrôlé le permis de feu en date du 16 mars 2023 pour une intervention les 16 et 17 mars 2023. Ce permis de feu détaille l'objet de l'intervention, ainsi que le matériel prévu en utilisation. Le permis contrôlé indique que les travaux sont réalisés en extérieur. Les précautions à mettre en œuvre sont listées, ainsi que la durée de validité du permis de feu. Ce document indique également la réalisation de rondes de chantier chaque jour, 2 heures après la fin des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 34 : Silos - Système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 28/04/2023 : Le REX accidentologique permet de constater que plusieurs accidents ont pour origine les systèmes de dépoussiérage, de ventilation mais aussi les équipements permettant de transporter le produit (chaîne de convoyage, tapis, ...). Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 2 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 35 : Silos - Transporteurs à bande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 28/04/2023 : Le contrôle par sondage a porté sur la bande du transporteur d'ensilage TB1 du silo n°1. Ce contrôle n'appelle pas d'observation : la bande dispose du marquage attestant de sa conformité à la non propagation de la flamme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 36 : Silos - Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constat du 21 septembre 2017 : "Le 21 septembre 2017, l'exploitant n'a pas soldé l'ensemble des écarts relevés lors du contrôle des installations électriques du 3 décembre 2015. Les commandes présentées par l'exploitant pour les travaux de mise en conformité mentionnent une échéance de réalisation des travaux au 31 octobre 2017. Il appartient à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux."</p> <p>Non-conformité NC 1-1 : L'exploitant n'a pas soldé l'ensemble des écarts relevés lors du contrôle des installations électriques. Non-conformité NC 1-2 : Les rapports de vérification des installations électriques 2016 mentionnent des non-conformités risquant de générer un incendie ou une explosion (bâtiment de stockage des engrais solides, silos notamment).</p> <p>Réponse de l'exploitant du 18 juin 2018 : "L'ensemble des écarts sont levés. En pièce jointe de ce courrier vous trouverez le justificatif du prestataire Gojard qui a réalisé les travaux en Octobre 2017."</p>

Constats du 16 novembre 2022 :

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle au titre des installations classées de ses installations électriques, réalisé par DEKRA et daté du 26 avril 2022. Ce rapport relève un total de 5 non-conformités, pour lesquelles l'exploitant a présenté un rapport de correction par la société INEO en date du 3 octobre 2022.

L'exploitant a également présenté un certificat Q18 du 26 avril 2022, qui indique que la vérification des installations a été complète, et que la coupure totale de courant a été réalisée. Ce certificat liste plusieurs écarts qui mènent à déclarer que les installations électriques sont susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosions. Les écarts relevés sont indiqués dans le rapport de correction INEO mentionné au paragraphe précédent comme ayant été corrigés.

Constat du 28 avril 2023 :

L'exploitant a présenté le rapport du 14 mars 2023 réalisé par DEKRA basé sur intervention du 6 et 7 mars 2023 qui liste une observation, concernant l'absence de plaque ATEX pour le moteur Redler du TRC1 du silo 1. Cet écart est noté comme étant déjà constaté.

L'inspection des installations classées a noté la présence de documents sur le moteur concerné indiquant qu'il est bien IP55.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Annexe 1 : Suivi des stockages d'engrais (Réalisé le 16 novembre 2022)

Suivi en continu des engrais (article 5.4 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié)			
<p>Exigences réglementaires examinées</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site. Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles. »</p>			
Contrôles réalisés par l'inspecteur :			
État des stocks fourni au moment de l'inspection :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Cet état des stocks détaille les différents critères d'engrais visés à la rubrique 4702 de la nomenclature :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
État des stocks disponible facilement pour les services d'urgence :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Un plan associé à l'état des stocks identifie l'emplacement des stockages :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
L'emplacement des stockages est repérable de l'extérieur :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Contrôle des quantités de produits stockés :			
Contrôle des quantités de produits stockés (en tonnes) : tous critères cumulés : 111 t / 2 500 t			
Qté stockée / Qté maximale d'engrais 4702-I :	0 t / 0 t	Dont vrac : /	Conditionnés : /
Qté stockée / Qté maximale d'engrais 4702-II :	0 t / 0 t	Dont vrac : /	Conditionnés : /
Qté stockée / Qté maximale d'engrais 4702-III :	53 t / 2 500 t	Dont vrac : 53 t	Conditionnés : /
Qté stockée / Qté maximale d'engrais 4702-IV :	58 t / 2 500 t	Dont vrac : 58 t	Conditionnés : /
• Absence de produits déclassés 4703 :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
• Cohérence entre l'état des stocks et les produits présents dans l'installation : contrôle par sondage – Case 14 – Stockage d'engrais Ammo 27	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
• Respect des types et des quantités de produits par installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Pas de stockage d'autres produits ou substances dangereuses au sein du bâtiment de stockage d'engrais solides			

Points n°4 et 5 – Fonctionnement des installations de transfert des céréales et système de dépoussiérage – article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

Exigences réglementaires examinées

Article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

« Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. »

Contrôles réalisés par l'inspecteur – Justifications communiquées par l'exploitant

Point de contrôle	Présence	
<u>Manutention</u> asservie à l'aspiration : Silo 1 Type d'asservissement : Double asservissement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : Remplissage boisseaux – E4 En l'absence d'aspiration, la mise en marche des transporteurs à chaînes et des élévateurs n'est pas possible :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : Remplissage boisseaux – E4 La mise à l'arrêt de l'aspiration a occasionnée l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Transporteurs à bandes</u> : Les transporteurs à bande sont équipés de détecteur de déport de bande :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Test</u> : Transporteur TB1, silo 1 La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport a occasionné la mise à l'arrêt du circuit :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Déclenchement de l'alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Transporteurs à chaînes</u> : Transporteur TRC1, silo 1 Présence de trappes de bourrage, de détecteur bourrage...	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<u>Élévateurs</u> : Élévateur E1, silo 1 Présence de contrôleurs de rotation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Présence de contrôleurs de détecteur de déport de sangles :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Observations exposées à l'exploitant au terme de l'inspection et conclusion (à rapporter dans la fiche de constat associée au point de contrôle)

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.